



Perception de la gestion de l'information publique relative à la COVID-19 par le gouvernement : un enjeu capital dans la lutte contre la pandémie au Burkina Faso.

MESSAGES CLES

- La majorité des enquêtés, soit 66,9%, soutient que le gouvernement a assuré une assez bonne gestion de la communication avec le public sur les informations relatives à la COVID-19.
- 54,6% des personnes enquêtées ont déclaré être assez bien informées sur l'existence d'un vaccin contre la COVID-19.
- Seulement 0,4% des personnes interrogées ont une confiance totale aux statistiques officielles sur la COVID-19 communiquées par l'état.

■ @www.Sig.gov.bf

Les Notes politiques COVIDImpact sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI-Canada). La série de note publiée a pour but de fournir des résultats de recherche et des recommandations pratiques pour un meilleur être des populations burkinabè et africaine.

Accédez librement et gratuitement à toutes nos notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina : <http://www.graadburkina.org/>

Les Notes politiques du GRAAD Burkina sont basées sur des thématiques spéciales et ont pour but d'éclairer la décision publique, de stimuler la discussion et la prise de conscience.

Le CRDI en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions exprimées.

Communiqué

COVID-19

Numero vert
3535



www.sig.gov.bf

Contexte

La communication joue un rôle crucial dans la réduction des risques de transmission lors d'une crise sanitaire (Verroen, Gutteling, & De Vries, 2013).

Conscient de cette importance, gouvernement burkinabè a mobilisé d'importantes ressources financières, matérielles et humaines pour assurer une gestion efficace de sa communication concernant la COVID-19. En effet, dans son plan de riposte, l'État a alloué une somme de 1 milliard 384 millions à la communication*. Afin d'améliorer l'efficacité de cette communication, les autorités ont mis en place une stratégie visant à sensibiliser et informer les citoyens burkinabè sur la COVID-19.

Cependant, cette stratégie a été critiquée en raison des annonces contradictoires faites par les hauts responsables, notamment concernant le premier décès lié à la COVID-19. Cette situation a suscité des doutes quant à la capacité du gouvernement à assurer une gestion adéquate de la communication liée à la COVID-19.

Dans ce contexte, ce document vise à analyser la perception des personnes interrogées quant à la gestion par l'État burkinabè des informations sur la COVID-19 destinées au public.

De plus, il propose des politiques publiques qui contribueront à améliorer cette gestion pour des crises similaires futures.

L'analyse

L'objectif de cette recherche est d'analyser la perception des enquêtés sur la gestion publique de l'information relative à la COVID-19 par les autorités du Burkina Faso pendant. Les données utilisées proviennent d'une enquête réalisée en 2022 dans les deux villes les plus touchées par la pandémie de la COVID-19 : Ouagadougou et Bobo-Dioulasso

Elles ont été collectées auprès de 1059 ménages dont 779 à Ouagadougou et 280 à Bobo-Dioulasso.

L'enquête a été réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Analyse socio-économiques de la COVID-19 au Burkina Faso » financé par le Centre de Recherches et de Développement International (CRDI Canada).

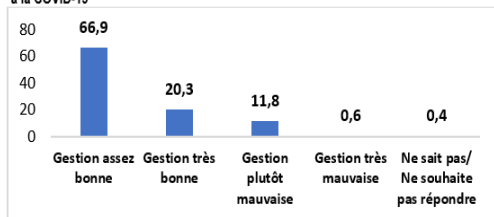
Les résultats

Pour la majorité, le gouvernement Burkinabè a assuré une assez bonne gestion de la communication relative à la COVID-19 à la population.

Le graphique 1 ci-dessous montre que dans l'ensemble, le gouvernement a assez

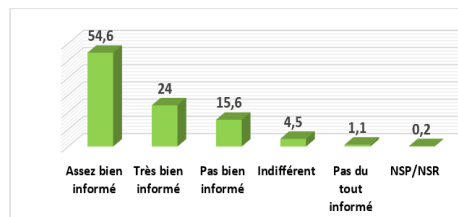
■ Image représentant une affiche du gouvernement sur la COVID-19 à l'endroit de la population.
© www.sig.gov.bf

Graphique 1 : Perceptions des enquêtés sur la gestion de l'information publique relative à la COVID-19



bien géré la diffusion des informations sur la COVID-19 au public. La proportion des enquêtés qui affirme cela est de 66,9% contre un tiers (1/3) qui estime la gestion très bonne. Face à la propagation rapide du virus, l'état a adopté une stratégie de communication pour tenir la population informée sur les comportements à adopter pour éviter la maladie et les autres informations relatives à la pandémie. Dans sa stratégie, il a mis à contribution, les médias publics et privés, les réseaux sociaux, les leaders religieux et communautaires tout en tenant compte de la spécificité de chaque localité du pays. D'abord des points de presse quotidiens au début puis hebdomadaires par la suite ont été diffusés sur la télévision nationale et relayés par les médias privés**. Les points de presse évoquaient les statistiques officielles de la COVID-19, le bilan de la riposte, des réponses aux préoccupations de la population, etc. Ensuite, des microprogrammes en langues locales ont été diffusés à la télévision et à la radio. A cet effet, le gouvernement a même procédé à la formation d'hommes et femmes de médias. En outre des affiches, des spots, des panneaux publicitaires, des visuels, etc. conçus en français et langues locales ont été placardés partout dans les rues, etc. Un numéro vert gratuit (3535) a été mis en place pour l'alerte et la confirmation des cas contacts et suspects. Toutes ces actions ont contribué à la diffusion de

Graphique 2 : Information de l'existence d'un vaccin sur le coronavirus



l'information au maximum de personne.

54,6% des personnes enquêtées ont déclaré être assez bien informées de l'existence de vaccin contre la COVID-19.

L'analyse du graphique 2 ci-dessus révèle qu'un bon nombre de personnes était informé de l'existence de vaccin contre le coronavirus. En effet, 54,6% des enquêtés étaient assez bien informés de l'existence de ce vaccin contre 24% qui étaient très bien informé. Ce résultat est compréhensible du fait que l'état a mis en place des approches de communication sur la vaccination en fonction des différentes cibles. Dans sa stratégie, des plaidoiries ont été faits auprès des autorités politiques, leaders communautaires, religieux, d'opinion pour le relais des informations crédibles et justes sur la vaccination auprès de la population. Aussi, les OSC, les médias, les influenceurs des réseaux sociaux, les FDS, etc. (MS,2021) ont été mis à contribution également. Les vastes campagnes de sensibilisations avec la présence de personnalité influente a joué une partition. Toute cette mobilisation a contribué à bien informer la population sur le vaccin. Il faut noter que même si la majorité a affirmé être informée de l'existence des vaccins, ils avaient des doutes sur leur efficacité. Aussi, 1,1% des enquêtés ont affirmé qu'ils n'ont pas du tout été informés de l'existence

■ Titre graphique 1 : Perceptions des enquêtés sur la gestion de l'information publique relative à la COVID-19.

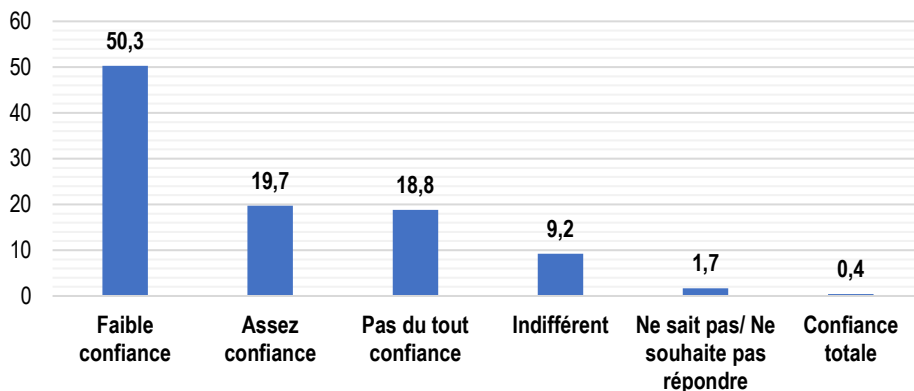
■ Titre graphique 2 : Information de l'existence d'un vaccin sur le coronavirus

■ Titre graphique 3 : Degré de confiance aux statistiques officielles sur le nombre d'infection et de décès dus à la COVID-19

Source : Enquête COVID-Impact, 2022

©GRAAD Burkina

Graphique 3 : Degré de confiance aux statistiques officielles sur le nombre d'infection et de décès dus à la COVID-19



d'un vaccin.

Seulement 0,4% des personnes interrogées ont une confiance totale aux statistiques officielles sur la COVID-19 communiquées par l'état.

Dans l'ensemble même si l'état a assez bien géré la diffusion de l'information sur la COVID-19 selon la perception de bon nombre de personnes, la plupart avait une faible confiance aux statistiques officielles. En effet, 50,3% ont une faible confiance aux chiffres sur les décès et les cas confirmés contre 0,4% qui ont une confiance absolue. Les informations contradictoires diffusées par les autorités et les fausses rumeurs sur les réseaux sociaux ont semé le doute sur l'existence réelle de la pandémie dans le pays. Le cas du premier décès lié à la COVID-19 en est un exemple parmi d'autres.

Implications politiques

Pendant la COVID-19, la gestion de la communication par les autorités a fait l'objet de critiques acerbes raison de nombreuses incohérences et hésitations très visibles dans la démarche publique. Cette situation a impacté la gestion de la crise et le relâchement des mesures barrière par la population. De ce fait, pour des

crises similaires à venir, la présente note politique recommande de :

-Mettre en place un comité interne de vérification et de validation des informations sur les statistiques officielles de la pandémie avant toute diffusion au public.

Concrètement, il s'agira de mettre en place une équipe de personnes composée d'experts de la santé, des OSC et d'autorité, des agents de CORUS qui seront chargés de vérifier la cohérence des données fournies et le respect des procédures des tests, avant la diffusion au grand public.

-Mettre en place une équipe chargée de la gestion des fausses rumeurs liées à la crise sanitaire.

Pour des crises similaires futures, l'état devra créer un comité chargé de gérer les fausses informations sur des plateformes en ligne créées à cet effet. Ce comité devra produire un rapport hebdomadaire. Les résultats de ce rapport doivent être diffusés lors de points de presse et mis en ligne pour ceux qui souhaitent les consulter et les vérifier.

Concrètement, les organisations de personnes comme [FasoCheck](#) pourraient être mis à contribution.

Références

- Stephan Verroen & Jan M. Gutteling & Peter W. De Vries, 2013. "Enhancing Self-Protective Behavior: Efficacy Beliefs and Peer Feedback in Risk Communication," Risk Analysis, John Wiley & Sons, vol. 33(7), pages 1252-1264, July.
- MS. (2021). Plan national de vaccination et de déploiement contre la COVID-19 au Burkina Faso
- [*https://lepays.bf/budget-alloue-a-la-communication-dans-la-lutte-contre-le-covid-19/](https://lepays.bf/budget-alloue-a-la-communication-dans-la-lutte-contre-le-covid-19/)
- [**https://lefaso.net/spip.php?article96867](https://lefaso.net/spip.php?article96867)

Auteurs

Diane Ruth N-W Hien, Gountiéni D. Lankoandé, Martin Sawadogo.

Remerciements

African School of Economics (Benin), Centre for the Study of Violence and Reconciliation (Afrique du Sud)

Financement

Centre de recherches pour le développement international

